**MP2026-02**

**Renouvellement d’un des co-commissaires aux comptes dans le cadre de la mission légale de certification des comptes de la CGLLS**

**- exercices 2026 à 2031 –**

**Attestation sur l’honneur relative aux mesures restrictives**

**eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine**

Je soussigné(e) :

Nom : ...............................................................

Prénom : ............................................................

Qualité : ............................................................

Agissant pour le compte de (raison sociale) : ............................................................

Forme juridique : ............................................................

Adresse du siège social : ............................................................

N° SIRET / équivalent : ............................................................

Déclare être informé que la consultation entre dans le champ d’application du règlement (UE) n° 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, tel que modifié notamment par le règlement (UE) n° 2022/576 du 8 avril 2022 et par les règlements ultérieurs, dans leur version en vigueur à la date de remise des offres.

Atteste sur l’honneur que la société que je représente :

1. **Ne relève pas d’un cas d’interdiction prévu à l’article 5k du règlement (UE) n° 833/2014**

En particulier, elle n’est pas :

* un ressortissant russe ou une personne physique résidant en Russie,
* une personne morale, une entité ou un organisme établi en Russie,
* une entité dont les droits de propriété sont détenus à plus de 50 %, directement ou indirectement, par une entité visée ci-dessus,
* une personne physique ou morale agissant pour le compte ou sur instruction d’une entité visée ci-dessus.

1. **Sous-traitants et fournisseurs**

J’atteste également que :

* aucun sous-traitant ou fournisseur intervenant dans l’exécution du marché pour plus de 10 % de la valeur du marché ne relève des cas précités,
* en cas d’évolution en cours d’exécution, je m’engage à en informer sans délai l’acheteur.

1. **Engagement**

Je reconnais que :

* la production d’une fausse déclaration est susceptible d’entraîner le rejet de la candidature ou de l’offre,
* en cas d’attribution, la découverte d’une situation d’interdiction peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Fait à ..............................................

Le ...................................................

Signature du représentant légal

(Cachet de l’entreprise)